

Les générations futures méritent un autre débat budgétaire

Ce vendredi aux petites heures, la majorité MR-Engagés, passant outre à la mobilisation historique des enseignants, étudiants, écoliers a voté son décret-programme II. Au cours de cette séance plénière, sa ministre-Présidente, Elisabeth Degryse, a fait référence au contre-rapport d'Éconosphères en terminant par le commentaire suivant: "Je vous le dis très franchement: se fonder sur ce contre-rapport pour remettre en question notre réalité budgétaire, c'est un peu comme nier le réchauffement climatique en s'appuyant sur une étude écrite par des climatologistes." Ces propos

poussent les auteurs et le collectif Éconosphères à réagir.

D'abord, en rappelant la démarche du contre-rapport d'Éconosphères⁽¹⁾. Celui-ci a été publié en réponse au rapport du comité d'experts mandatés par le gouvernement et il le met en doute sur deux points principaux. Premièrement, il montre que le déficit de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) résulte non pas d'un dérapage des dépenses, mais bien d'une diminution structurelle des recettes de la FWB, liée aux lacunes de la loi spéciale de financement. Loin de contester l'utilité d'une réduction

du déficit, il en conteste les modalités. C'est en refinançant la FWB qu'on doit réduire le déficit, pas en coupant dans des dépenses essentielles. Il montre que des pistes de refinancement réalistes existent, en particulier en activant le levier fiscal des Régions wallonne et bruxelloise et surtout en stoppant les cadeaux fiscaux en Région wallonne.

Narratif alarmiste

Deuxièmement, le contre-rapport s'oppose au narratif alarmiste sur la dette propagée tant par les experts que par le gouvernement. Il montre que, contrairement à ce que prétend le gouvernement, la FWB ne se trouve pas actuellement face à un "emballement des charges de la dette", à un "effet boule de neige de la dette", à une "insoutenabilité de la dette" ou au risque d'un "scénario grec". Il conteste le discours de l'état d'urgence budgétaire, artifice rhétorique utilisé par le gouvernement pour imposer sans discussion son choix politique et contre-productif en faveur de l'austérité. Le contre-rapport ne consiste donc pas à s'opposer par principe à une diminution du déficit de la FWB. Il con-

siste à questionner les modalités de l'ajustement budgétaire et le narratif du gouvernement. Il invite donc à élargir le débat budgétaire, en ne se contentant pas de l'opinion des experts accrédités par le gouvernement.

Au cours de la séance plénière, la ministre-Présidente a laissé entendre qu'une concertation avec les auteurs du contre-rapport avait eu lieu. Elle dit "[avoir] avec l'administration, longuement rencontré les auteurs du contre-rapport pour essayer de clarifier les choses". Cette rencontre entre le cabinet Degryse, un membre de l'Agence de la dette de la FWB et les auteurs a effectivement eu lieu peu de temps après la publication du contre-rapport. Elle fut tout sauf longue et ne peut être présentée comme l'amorce d'un véritable débat. Il s'agissait simplement pour la ministre-Présidente et son cabinet de réaffirmer leur thèse. Une véritable concertation impliquait tout autre chose qu'une courte rencontre dans un cabinet, à savoir notamment un débat public au parlement entre experts du comité du gouvernement et experts du contre-rapport. Ce débat a été réclamé à plusieurs reprises par l'opposition, mais systématiquement refusé par la majorité.

Des projections existent

Une véritable concertation aurait également impliqué une totale transparence sur les hypothèses techniques et scénarios budgétaires du gouvernement. La ministre-Présidente s'y est également opposée. Des projections existent, mais le gouvernement refuse de les publier. L'argumentaire donné par la ministre-Présidente en février 2026 en réponse à une question parlementaire est celle-ci: "Nous ne souhaitons pas rendre publics les résultats précis de cette projection mécanique, car ceux-ci pourraient induire en erreur quant à l'ampleur de l'effort budgétaire qu'il restera encore à réaliser lors des prochaines législatures." Le gouvernement semble vouloir im-



Opinion

Bruno Bauraind (Gresea),
François Denuit (New Economies for
Eradicating Poverty et ULB), **Apolline
Dupuis** (UMons), **Clément Fontan**
(UCLouvain), **Adriano La Gioia** (ULB),
Louise Lambert (FGTB Centrale
générale), **Étienne Lebeau** (CNE),
Cédric Leterme (Gresea), **Olivier
Malay** (ULB), **Guillaume Périlleux**
(UMons), **Damien Piron** (ULiège),
Clarisse van Tichelen (CNE)

■ Le contre-rapport rédigé par Éconosphères ne consiste pas à s'opposer à une diminution du déficit de la FWB, mais à questionner les modalités de l'ajustement budgétaire et le narratif du gouvernement.

Malheureusement pour le gouvernement, de plus en plus de personnes ne se satisfont plus de la seule vision budgétaire du gouvernement, fût-elle nourrie par un rapport d'experts. C'est ce qui explique l'intérêt suscité par le contre-rapport depuis sa publication. Cet intérêt réside dans le fait que le contre-rapport pose des constats objectifs, notamment le manque de recettes de la FWB, et qu'il refuse le discours des contraintes en évoquant des pistes alternatives aux choix actuels. Il vient aussi du fait que le contre-rapport ouvre un espace de débat sur des questions presqu' systématiquement occultées par le monde politique, et certainement par la majorité MR-Engagés, telles que les effets macroéconomiques des politiques d'austérité et le cadre macro-financier de la gestion de la dette.

Questions taboues

Nous ne prendrons qu'un exemple: si les banques centrales ont, par les choix qu'elles opèrent et qui méritent discussion, un impact sur nos charges d'intérêt, alors c'est aussi un enjeu politique pour les parlements et pour les citoyens. Il ne suffit pas de crier au loup lorsque les charges augmentent, comme le fait

Malheureusement
pour
le gouvernement,
de plus en plus
de personnes
ne se satisfont plus
de la seule vision
budgétaire
du gouvernement,
fût-elle nourrie
par un rapport
d'experts.

la majorité MR-Engagés pour nourrir son narratif alarmiste, il faut aussi en comprendre et en discuter les causes. Ces questions sont taboues pour le MR et Les Engagés et le fait de les avoir posées est sans doute une des raisons pour lesquelles la ministre-Présidente se permet aujourd'hui de comparer les auteurs du rapport à des climato-sceptiques.

Comme on le voit ces derniers jours, le vote du décret-programme ne fait pas taire la contestation, en particulier de ces jeunes qui voient leur avenir se réduire à cause des mesures d'austérité qui touchent leurs écoles et leurs universités. Ces "générations futures", rhétoriquement et répétitivement invoquées par le gouvernement, ont raison de n'être pas convaincues par l'approche du gouvernement. L'amélioration des écoles, des universités, la lutte contre le désastre climatique et écologique nécessitent de repenser le cadre de financement des États. Elles nécessitent de braver les non-dits, les tabous, les dogmes budgétaires du gouvernement actuel.

→ (1) <https://www.econospheres.be/Contre-rapport-sur-la-dette-publique-de-la-Federation-Wallonie-Bruxelles>